

INTRODUCTION

Le Maroc constitue-t-il un « cas à part », une « exception historique » par rapport aux autres pays de la région ? La « transition démocratique » amorcée depuis une vingtaine d'années, la spécificité d'une monarchie dotée d'une épaisseur historique et continuité temporelle, son ancrage culturel et religieux, les politiques de développement et, *in fine*, une capacité d'ajustement aux contraintes et mutations tant de la société, que de l'environnement international, expliqueraient la stabilité sociale et politique du Royaume. Le pouvoir disposerait d'une capacité de régulation et de désamorçage des facteurs de crises de sorte que les conditions d'une contestation ample, majoritaire, visant les arcanes du système, butent sur les politiques, constamment renouvelées, de segmentation, cooptation, endiguement des mobilisations sociales et démocratiques. Notre approche vise à explorer une hypothèse contraire. Le royaume n'est pas à l'abri d'une vague révolutionnaire différente par son ampleur et sa radicalité du Mouvement du 20 février né en 2011 dans le sillage des processus de contestation qui ont traversé la région.

Avec une population supérieure à 35 millions d'habitants, dont plus de 60 % est urbanisée, le Maroc est le pays le plus inégalitaire de l'Afrique du Nord. Selon le PNUD, il figure au 123^e rang du classement du développement humain, derrière l'Algérie, la Libye ou l'Irak. Les inégalités sociales sont multiples et croisées et se combinent à des inégalités territoriales dessinant un partage entre un « Maroc utile » concentré dans les grands espaces urbains du littoral et un « Maroc inutile » voué à la marginalisation. L'échec du « modèle de développement » reconnu par les plus hautes sphères traduit l'impasse d'un capitalisme patrimonial rentier fondé sur une triple logique de « copinage », de prédation et d'extraversion. Cette impasse reflète une contradiction croissante, palpable, entre la concentration politique et économique du pouvoir et des richesses, les formes de cannibalisme économique qui accompagnent les processus de production et de distribution, et d'autre part, les droits et besoins élémentaires des majorités populaires. Dans sa dynamique

concrète, le modèle de développement cristallise un alignement vers le bas des conditions de vie et de travail, fixe une marginalisation structurelle de couches de la population et de régions entières, considérées comme «surnuméraires» par rapport aux exigences actuelles de l'accumulation. Cela se traduit par un chômage de masse, une précarité pour ceux et celles qui ont la possibilité d'accéder au marché du travail, l'extension des logiques de survie, la destruction des rares acquis sociaux. Se combinant avec les effets de la crise climatique, d'une exploitation effrénée des ressources naturelles, de l'épuisement des sols, de l'extension du stress hydrique, de la restructuration des espaces urbains, d'une marchandisation et privatisation accélérées des services publics ou de leur disparition, ce sont des éléments fondateurs d'une nouvelle question sociale qui émergent. Cette dernière rencontre et réactive les oppressions cristallisées sur la durée, en particulier celles qui tiennent de la longue histoire de la marginalisation des populations autochtones amazighes discriminées, des couches profondes de la paysannerie et celles propres à l'ordre patriarcal. Ces évolutions s'opèrent néanmoins dans un corps social où la conscience implicite ou explicite du droit à la vie digne, de la légitimité de l'accès à des droits fondamentaux, du rejet de la corruption et de l'arbitraire se diffuse en particulier au sein des nouvelles générations. Pas seulement dans ses couches dites éduquées ou appartenant aux classes moyennes, mais au sein de la jeunesse populaire où les aspirations à la liberté et la justice sociale cherchent fortement à s'exprimer.

Les formes actuelles du régime d'accumulation bouleversent les assises fonctionnelles du mode de domination et de légitimation du pouvoir central incarné dans une monarchie exécutive et absolue. Les «ressources de domination» symboliques et matérielles qui ont configuré un dispositif hégémonique assurant la reproduction sociale, politique et idéologique du despotisme sont percutées en profondeur par les transformations en cours. Ce sont les fondements socio-historiques des politiques hégémoniques qui se lézardent aussi bien le contrôle du monde rural, la clientélisation d'une partie des classes moyennes urbaines que la segmentation et atomisation des classes subalternes. Le pouvoir se resserre autour d'une base sociale étroite, oligarchique et cleptomane. Le corps idéologique de l'État ne produit plus de discours inclusif, un imaginaire de consensus ou des références qui donnent prise à un consentement passif ou actif. La référence religieuse, contestée par

différents acteurs, ne peut plus légitimer la réalité profane du despotisme qui a perdu son monopole symbolique. La légitimité nationale se heurte à la contradiction entre les fondements ethnoculturels composites de la société que traduisent le réveil social, culturel et politique de la question amazighe et le récit officiel arabo-islamique du pouvoir. Elle apparaît sans substance, quand les politiques menées sont subordonnées ouvertement aux exigences du capital international et des institutions financières internationales, quand les services publics sont vendus aux prédateurs internationaux et leurs alliés locaux. La légitimité démocratique à son tour se heurte au fonctionnement d'un système de représentation qui repose sur l'exclusion institutionnalisée des classes populaires. Les partis et autres acteurs de la société civile officielle, n'étant dotés d'aucune réelle autonomie de projet sont confinés dans une fonction de sélection des élites et de gestionnaires subordonnés des institutions de la façade démocratique. Mais aussi à la réalité concrètement vécue d'un appareil sécuritaire et judiciaire imposant des violations quotidiennes des droits démocratiques élémentaires.

Le fossé entre le «pays légal» et le «pays réel» se creuse inexorablement. C'est l'ensemble du système de médiations construit sur la longue durée qui voit son efficacité sociale et politique implorer progressivement, sans qu'émergent de nouveaux dispositifs de gouvernementalité, et les contours d'une nouvelle relation organique entre le pouvoir et la société. L'incapacité d'une autoréforme de la monarchie ne traduit pas seulement les liens tenus entre le despotisme, l'économie patrimoniale et rentière et la subordination aux exigences de la mondialisation capitaliste, elle marque l'épuisement des capacités de réajustement et du savoir faire historique du *makhzen*¹ dans la gestion des dissidences. Si par le passé, le pouvoir a su combiner un mélange de coercition et de cooptation dans la sphère immédiate de la représentation politique, cette combinaison elle-même reposait sur un fondement spécifique: la dissociation organique de la question sociale et de la question démocratique. De sorte que la première était dépolitisée, ramenée à des processus de segmentation des demandes, reléguée à la périphérie des questions publiques, traitée par les voies sécuritaires ou objet de

1. Le concept de *makhzen* est dérivé du verbe *khazana* (cacher ou préserver) que l'on retrouve dans l'expression française de magasin. Le mot devint plus tard synonyme de trésor. La maison (*dar*) du *makhzen*, là où était entreposé le trésor, était assimilée au pouvoir central et servait à qualifier notamment l'armée et la bureaucratie.

politiques clientélistes. Et la seconde, s'identifiait à partir du terrain défini par la monarchie comme un espace où se négociait sur la base des rapports de force et des dispositifs hégémoniques existants, les contours de l'ouverture/fermeture des règles du jeu institutionnel. Les demandes de démocratisation étaient canalisées sur le terrain de la réforme ou du changement constitutionnel, là où le pouvoir pouvait déployer des capacités de réajustement, moduler le degré et les formes d'une libéralisation autoritaire, ouvrir de nouveaux terrains de cooptation, temporiser les attentes, jouer sur divers registres de légitimation. Sur ce schéma historique se cristallisait une dialectique fermée et canalisée entre le pouvoir et ses oppositions. Or la situation actuelle est marquée par un double processus : l'émergence publique de la question sociale fondatrice de nouveaux processus politiques et de construction d'un nouveau type d'opposition sociale mettant sur la défensive un pouvoir jugé, non pas sur son degré apparent de démocratisation et son discours de façade, mais sur sa capacité à répondre aux défis sociaux et d'autre part, le rejet quantitatif et qualitatif des « institutions représentatives » et des acteurs de la façade démocratique. La crise sociale se combine avec la crise politique au lieu d'évoluer parallèlement comme deux sphères disjointes.

Cette combinaison rompt avec la séquence historique passée. La monarchie comme institution et ciment de l'ordre établi apparaît non pas comme un acteur en surplomb, au-dessus de la mêlée, protégée des vicissitudes de l'ordre profane, mais comme le maillon central de la chaîne des politiques globales mises en œuvre. L'image du « roi des pauvres » et de l'« ouverture démocratique » s'estompe devant celle de l'émergence d'une caste d'ultra-riches associée au palais et la restauration des logiques sécuritaires. La capacité de la façade démocratique et des légitimités traditionnelles à tenir la monarchie dans une zone où elle ne peut rendre des comptes, ni voir sa responsabilité dans la situation sociale et économique questionnée, s'est significativement fragilisée. Les connivences internes au monde clos des élites et des prédateurs, le copinage institutionnalisé relèvent de la proximité du pouvoir et ne sont un secret pour personne. D'autant que la monarchie elle-même fait valoir ses attributs exécutifs et sa place comme acteur dominant dans le champ économique configurant un empire stratégique. Cette « banalisation » nourrit des formes diverses et latentes de crise politiques, des rapports historiquement construits autour de la figure d'allégeance

et des médiations multiples qui permettaient un contrôle social relatif. La monarchie ne peut plus évacuer la possibilité qu'elle devienne en tant que telle, la cible politique des contestations sociales. Le temps où elle pouvait s'appuyer sur des oppositions politiques et syndicales dotées d'une légitimité historique et sociale pour canaliser les dialectiques sociales est fini. Elle ne dispose plus d'une « opposition de Sa Majesté » relativement crédible, qu'elle provienne de la gauche ou plus récemment de l'islam politique. Elle ne peut non plus s'appuyer sur les « partis administratifs » et leur recyclage pour redonner un souffle à la façade démocratique.

La réforme constitutionnelle adoptée dans la foulée des contestations de 2011 apparaît rétrospectivement comme un lifting en surface des fondamentaux du régime et le prélude d'une politique systématique visant à restaurer l'« autorité de l'État » et accentuer les contre-réformes libérales. C'est dans ce contexte général qu'il faut prendre la mesure des dynamiques sociales qui ont émergé ces dernières années. Les mouvements sociaux présentent, au-delà de leur diversité, des caractéristiques générales communes qui permettent d'envisager l'hypothèse d'un nouveau cycle de luttes sociales. Leur diversité traduit le caractère global de la crise sociale mais aussi l'extension géographique des mobilisations et la multiplicité des besoins et aspirations. Les mouvements sociaux sont, d'une certaine manière, le miroir organique de la logique intensive et extensive des mécanismes de marchandisation et de dépossession. Tous les aspects concrets des conditions de vie et de travail deviennent potentiellement des points d'ancrage et de cristallisation de conflits sociaux. Sans épargner aucun territoire. Dans ce processus, les forces sociales se redéfinissent à partir de combats concrets contre les différents aspects de l'austérité et la précarité, la marginalisation sociale et la dépossession des maigres acquis. D'une manière variable, se recompose l'espace des mobilisations à partir d'une territorialisation de l'action revendicative dans les quartiers populaires, l'espace public, les marges et périphéries, les communautés de proximité en s'appuyant sur des éléments d'identification sociale et culturelle.

Les mouvements sociaux inventent les préalables d'une « politique de la rue » et de l'espace ancrée dans les besoins quotidiens. Ils inaugurent des formes d'actions pacifiques et prolongées qui contournent les codifications implicites ou explicites qui régissent l'action protestataire et mettent à mal les stratégies de canalisation institutionnelle

et de «dialogue social». Ils font preuve d'une capacité de résistance face aux politiques répressives déployées. Ils s'appuient également sur des formes inédites de mobilisation des bases concernées et sur différents degrés d'auto-organisation. Ils mobilisent un récit social qui lie les aspects spécifiques de la mobilisation à la demande plus générale de la «liberté, dignité et justice sociale». Ils cherchent par ailleurs à produire et engranger un appui populaire, sans s'enfermer dans une pure dynamique catégorielle, locale ou corporatiste. Sans ignorer les carences, limites, contradictions et difficultés des mouvements sociaux à changer les rapports de force ou initier un processus de confluence populaire, les résistances actuelles produisent les éléments d'une contre-hégémonie, d'un nouveau sens commun. Ils accumulent des expériences diversifiées et produisent d'une manière souterraine une repolitisation collective d'une nouvelle génération à partir des questions de la vie quotidienne. Tout en questionnant les formes d'organisation déléguées, hiérarchisées, opaques, qui ont accompagné l'espace protestataire conventionnel issu du cycle historique précédent et les registres d'action institutionnalisés. Cette dynamique dans sa configuration générale, lie les questions démocratiques aux urgences sociales et renforce la combinaison de la crise politique et sociale. Là est le terreau possible de brèches décisives et d'une crise plus globale du système de domination.

Les processus actuels au Soudan et en Algérie montrent, au-delà de leurs issues incertaines, que la vague de la contre-révolution, qui s'est affirmée en 2013, ne met pas fin à l'instabilité structurelle, sociale et politique dans la région, que les processus amorcés en 2011 sont de longue durée au-delà des flux et reflux. Les pouvoirs qui avaient réussi à canaliser les premières vagues conjoncturellement, ne sont pas à l'abri de soulèvements sociaux, tant les causes socio-économiques et politiques qui les ont générés, restent profondes et se sont renforcées. La situation générale au Maroc, au-delà de ses spécificités, ne sort pas de ce cadre-là.

Il n'en reste pas moins que les dynamiques sociales actuelles constituent un défi pour les forces qui revendiquent un projet d'émancipation. Les questions sociales fondatrices d'un antagonisme politique ne sont pas réductibles à une simple analyse en termes de classes bâtie sur une analyse étroite des seuls rapports d'exploitation. Elles impliquent la prise en compte du mouvement d'ensemble de la reproduction du capital à l'échelle de la société et de ses articulations avec les oppressions

historiquement constituées que ce soit celle de la paysannerie, des femmes ou des populations amazighes et de la place grandissante des questions écologiques au sens large. Mouvement d'ensemble qui reconfigure à son tour les espaces de lutte et les formes possibles de contestation questionnant là aussi les stratégies traditionnelles de la lutte démocratique. L'ensemble des transformations sociales implique une lecture plus complexe des contradictions et des forces sociales qui auraient un intérêt objectif à un changement radical. C'est le contenu même d'une révolution démocratique, de ses enjeux et de ses forces motrices qui nécessite d'être repensé pour (re)définir les axes d'une politique hégémonique et de la construction d'un bloc social majoritaire. Ces dimensions ont un impact direct sur la manière dont est pensée la question de l'alternative politique et de ses rapports possibles avec les mouvements sociaux. Sur ces différentes questions, et bien d'autres, les courants militants de la gauche de lutte, qu'elle soit réformiste ou radicale, restent attachés à des traditions historiques et idéologiques qui ne suffisent plus à penser la complexité des défis et ce qui se modifie sous nos yeux en termes de conditions générales de lutte et de politisation. Comme si les radicalisations politiques actuelles et à venir allaient naturellement retrouver à force de persévérance, de pédagogie, de lutte idéologique et d'activisme, les références et schémas de construction de la gauche nés dans une autre période historique, sans nul besoin de refondation et de reconstruction, au-delà des ajustements marginaux dans le logiciel établi. Or les dynamiques sociales actuelles interrogent fondamentalement les catégories classiques de la lutte politique comme simple terrain de la superstructure et domaine réservé des organisations et partis. L'enjeu est bien de repenser les conceptions longtemps dominantes qui au final contribuent au maintien de la marginalisation de la gauche, voire de ses tendances à l'institutionnalisation, alors que la question sociale qui lui est organique réoccupe l'espace politique. D'ébaucher ainsi les pistes qui permettent de surmonter le décalage profond entre le réveil social multiforme et l'absence de cristallisation politique.

Cet ouvrage expose au final plusieurs hypothèses qui sont hétérodoxes par rapport aux analyses courantes dans le champ académique et politique de la gauche et que l'on peut succinctement résumer dans les points suivants :

1) La perspective d'une domination sans hégémonie du pouvoir sous l'effet combiné de la crise du régime d'accumulation et des ressorts internes du régime de légitimation.

2) La combinaison en termes de déterminations réciproques et systématiques de la crise sociale et politique nourrissant des formes structurelles d'instabilité sociale et politique, sans qu'émerge du côté du bloc dominant de nouvelles capacités significatives de réajustement du champ social et politique, en mesure de canaliser sur la durée, les contradictions sociales.

3) La reconfiguration majeure de la question sociale comme nœud multiple et combiné d'une soumission globale des conditions de travail et de reproduction sociale, des espaces sociaux et matériels de la vie quotidienne, aux logiques d'une accumulation prédatrice intensive et extensive. Reconfiguration qui cristallise la question sociale, comme le terrain principal aujourd'hui de la conflictualité démocratique et de l'antagonisme politique. L'autre aspect majeur de cette reconfiguration est le resserrement objectif des oppressions historiques et des processus de régression sociale, la visibilité croissante des articulations entre les discriminations de toute sorte et les urgences sociales.

4) L'émergence d'un espace protestataire de type nouveau constitué de mouvements de base autonomes inaugurant des formes inédites de mobilisation et d'organisation, révélateur des questions clés qui structurent la conflictualité, et des terrains possibles de reconstruction de pratiques sociales de lutte. Espace protestataire qui marque le réveil social des couches périphériques de la société, du sous-sol de la formation sociale, des secteurs les plus subalternes et précarisés de la société, des marges sociales et spatiales, des catégories massives du prolétariat informel, autant d'indices sur les nouveaux visages sociaux de la contestation et de la recomposition du corps social, loin des analyses classiques qui font abstraction de la diversité et hétérogénéité du « camp des subalternes ».

5) La caractérisation de la période qui s'ouvre comme celle d'un processus ouvert mais inachevé de délégitimation de l'État profond, passible d'accélération, et où les nouvelles dynamiques sociales, si elles ne débouchent pas, à cette phase, sur une réorganisation d'ampleur des capacités sociales et politiques des forces sociales en lutte, en indiquent la possibilité. Période de transition où les éléments fondateurs, encore

en gestation, d'un nouveau cycle social et politique, qualitativement différent des périodes historiques précédentes, nécessitent pour les partisans de l'émancipation sociale et démocratique, indépendamment de leurs appartenances politiques, la redéfinition d'un nouveau projet de lutte et d'organisation, un regard critique et renouvelé sur leurs propres pratiques et compréhension des défis actuels. La possibilité d'un renouveau progressiste ne peut être que le fruit d'une démarche collective qui dépasse les frontières organisationnelles et de l'élaboration d'un nouveau rapport avec les processus populaires.

Cet ouvrage ne prétend en aucun cas faire le tour des questions ou présenter des élaborations achevées. Nombre d'aspects importants ne sont pas traités ou seulement effleurés, la politique étrangère, le poids des impérialismes, la question du Sahara pour ne prendre que ces exemples. Cela aurait nécessité des développements importants qui pourront être abordés ultérieurement. L'objet premier de ce livre qui porte sur les dynamiques sociales et politiques propres aux mouvements sociaux, remis dans le contexte d'une analyse générale du capitalisme local et du régime politique, de leurs contradictions et crises, vise à combattre la thèse de l'«exception historique» et des approches qui théorisent l'impossibilité d'un dépassement du système actuel. Il vise aussi à discuter les carences et faiblesses de la gauche de lutte et partant ouvrir un débat nécessaire. S'il contribue modestement à encourager la conviction qu'il faut aujourd'hui élaborer, réfléchir et agir collectivement, il aura atteint son objectif.

Il est néanmoins d'abord dédié à ces anonymes devenus militants organiques des mouvements sociaux du Rif, de Jerada, d'Imider, de la coordination des contractuels, des petites et grandes résistances dans ce Maroc qui se réveille et qui n'ont pas cédé, ni dans la rue, ni derrière les barreaux, à leur dignité d'hommes et de femmes libres. *Mamfakinch!*

